



Non à l'austérité

Priorité à la croissance et l'emploi*

29 SEPTEMBRE, agissons en Europe

Les mesures d'austérité risquent de conduire l'Europe vers la récession et d'augmenter le chômage

L'addition doit être payée par les banques et non par les travailleurs !

La crise financière a plongé l'Europe dans la pire situation que nous ayons eu à connaître depuis les années 1930. 23 millions de chômeurs en Europe, des millions de citoyens européens qui sont fragilisés, précarisés et une tension sociale qui grandit un peu partout en Europe.

Face à cette situation extrême, les gouvernements européens apportent comme toute réponse, des mesures d'austérité qui consistent à exercer des coupes budgétaires dans les dépenses publiques, ce qui concerne aussi les mécanismes de solidarité sociale comme par exemple la retraite par répartition en France.

Présentées comme des thérapies de choc devant nous sortir du marasme, les mesures d'austérité risquent, au contraire, de nous mener tout droit vers la récession comme ce fut le cas en 1931. Ces choix auront l'effet inverse de celui qui est recherché. Le pouvoir d'achat va se trouver réduit, les perspectives de reprise vont s'éloigner. Les mesures d'austérité sont injustes, en effet, la crise a fragilisé des millions de personnes et aujourd'hui ces mêmes personnes vont devoir se serrer davantage la ceinture.

Les gouvernements ont été insensibles à cette donne. Ils ont cédé à la panique en cédant aux injonctions des marchés. Ils punissent une seconde fois ceux qui ont déjà payé la facture de la crise.

Loin d'avoir apaisé les marchés, les coupes dans les dépenses publiques risquent de tuer la croissance alors que nous sommes déjà dans un contexte de croissance faible et que le taux de chômage est très élevé.

Nous risquons d'avoir un hiver très dur socialement.

La situation est extrêmement grave et l'Europe doit prendre ses responsabilités

L'Europe sociale est sous pression – une pression qui s'intensifiera si les gouvernements se précipitent vers des stratégies de sortie de crise prématurées entraînant de graves conséquences sociales. Les gouvernements ont dépensé des centaines de milliards pour sauver les banques, où est l'argent pour favoriser la croissance durable et l'emploi.

Parce que cette crise n'est pas la nôtre, la CES passe à l'offensive pour une Europe plus sociale et solidaire en faveur de ses citoyens. Nous demandons:

1. Développer davantage la gouvernance économique européenne en instaurant de nouvelles méthodes de collecte des fonds, en particulier en créant une taxe sur les

transactions financières, des impôts sur les primes, et en émettant des euro-obligations, en proposant des politiques publiques d'investissement pour une croissance durable.

2. L'UE doit maintenant se concentrer sur la réduction du chômage, surtout chez les jeunes, avec un nouveau plan de relance de l'UE équivalent à 1% du produit intérieur brut européen. L'Europe a un besoin urgent de développer des politiques industrielles durables et dynamiques basées sur les politiques bas carbone.
3. Mettre en place une gouvernance économique européenne, qui protège les travailleurs, les services publics essentiels et s'attaque aux problèmes de fraude fiscale chez les riches et les privilégiés et aux opérations comptables inacceptables de certaines banques et en particulier les agences de notation comme par exemple Goldman Sachs. L'Union européenne doit renforcer ces moyens de coordination fiscale et accroître la transparence fiscale.
4. La CES demande à l'UE de mettre en place un Protocole Social, dont l'objectif est d'assurer un meilleur équilibre entre le marché unique et les droits sociaux.
5. Accélérer, en Europe et au plan international, le processus de mise en place de mesures efficaces de régulation financière.
6. Développer une approche politique européenne intégrée des relations avec les pays émergents. Améliorer la coopération internationale.

Il est urgent de lutter pour une Europe plus sociale dans laquelle les négociations sociales ne sont plus soumises aux lois du marché. Nous

voulons le progrès social et nous disons « stop » aux coupes budgétaires dans la protection sociale et « stop » au dumping social.

Partout en Europe nous manifesterons

Contre :

- Les programmes d'austérité en Europe,
- La précarisation et le chômage des jeunes et des moins jeunes,
- La déréglementation du code du travail, la régression sociale,
- La pauvreté et l'exclusion sociale.

Pour :

- L'accès à l'emploi de qualité, des emplois stables, le développement de la formation pour tous,
- La garantie d'un salaire décent,
- La protection et le développement du pouvoir d'achat,
- La garantie de meilleures retraites,
- Le respect et le développement des standards sociaux, gage du respect de l'état de droit social dans tous les pays, des instruments de dialogue social soutenus dans toute l'Union européenne,
- L'accès à des services publics et sociaux de qualité.

Contre l'Europe de l'austérité !

Pour l'Europe de l'emploi, de la justice sociale et de la solidarité !

« Plusieurs organisations participeront à la journée de manifestation européenne du 29 septembre pour s'opposer aux plans de rigueur en Europe. Elle donnera l'occasion à des milliers de salariés français de porter leurs revendications, notamment sur la retraite, à Bruxelles et partout en France »**

RASSEMBLEMENT REGIONAL

29 septembre 2010 - 11h30

Bordeaux-Place de la République

* Texte d'appel de la Confédération Européenne des Syndicats (CES)

** extrait du communiqué intersyndical du 24 septembre 2010